

## La guerre froide de la religion

### Description

***Longtemps alliés objectifs contre le communisme, le clergé catholique polonais et les intellectuels laïcs ne parviennent plus à s'entendre. Ni même, bien souvent, à se parler. De bons esprits cherchent à concilier les positions des uns et des autres. Mais dans le contexte actuel, marquée par les menées propagandistes du père Rydzyk et des catholiques fondamentalistes, ces initiatives paraissent un peu vaines.***

Vous voyez, maintenant, on ne tue plus avec des pistolets, on ne tue plus avec des armes conventionnelles, et non plus en payant des mercenaires. Maintenant, on tue avec et par la presse. C'est une chasse! Ces gens, qui nous chassent se comportent comme des braconniers. Ce sont des terroristes! Ne vous laissez pas tromper par la rhétorique. Cette citation n'est pas tirée des archives des années 50. C'est un extrait de la transcription d'une émission de Radio Maryja, du 23 novembre 2002. En Pologne, le conflit entre les intellectuels catholiques et les intellectuels laïcs recourt volontiers à un vocabulaire propagandiste rappelant l'époque de la guerre froide.

Quand le rideau de fer se levait définitivement en 1989 sur la scène politique polonaise, trois acteurs se bousculent pour recueillir les applaudissements du public en-core ébloui. A gauche le Parti ouvrier (PZPR), l'ex-force directrice de la nation, salue fraternellement les masses. A droite l'intelligentsia rougit d'émotion. Et au milieu l'Église catholique lève les bras dans une gestique digne d'une star du rock.

Effectivement, les rôles de l'Église dans l'abolition du régime communiste sont incontestables. Son rôle de médiateur lors des négociations dites de la Table Ronde fut magistral, d'une grande efficacité et de grand style. Par conséquent, les liens que l'Église tisse avec la jeune société civile sont, dès le début, très forts. Dans ce contexte, les relations conflictuelles entre l'Église et les intellectuels, qui suivirent les premières élections semi-démocratiques de juin 1989 peuvent surprendre.

### Pression de l'Épiscopat

Le refroidissement des relations entre l'Église et les clercs date très exactement de la rentrée 1990, lorsque l'enseignement de la religion a été inscrit dans le cursus scolaire. En violant la loi en vigueur, laquelle prévoyait la laïcité de l'école publique, le cabinet du Premier ministre, Tadeusz Mazowiecki, a cédé à la pression de l'Épiscopat. Il est de notoriété publique qu'en agissant de cette manière le gouvernement espérait s'attacher la sympathie et le consentement de l'Église, un objectif qui s'est rapidement avéré illusoire. La loi prévoyait toutefois d'interdire l'entrée des conseils de classe aux catholiques et de ne pas faire mention de cet enseignement religieux sur les certificats de scolarité.

Sur ces deux points, l'Épiscopat n'a aucunement tenu ses promesses et l'Éducation

nationale s' est laissée faire. C'est ainsi que sur les certificats de certains enfants non croyants, dans la case "religion", figure aujourd'hui le "kreska" (un trait en polonais). Inutile d'ajouter que, dans ces conditions, le principe d'égalité des citoyens polonais eu égard à leur confession n'est pas tout à fait respecté. Chose choquante tant donnés que sur cette question essentielle, la société polonaise n'a pas été consultée. Il faut rappeler de surcroît que le concordat signé entre la Pologne et le Vatican, le 28 juillet 1993, stipule dans son article 12 que "concernant le contenu de l'enseignement et de l'éducation religieuse, les catholiques sont soumis à la réglementation de l'Église, et pour le reste des questions à la loi polonaise".

## Rejet des figures morales

La réaction du milieu intellectuel ne s'est pas fait attendre. Ses relations avec l'Église se sont nettement dégradées. La confiance semble définitivement installée entre les deux camps. Que se passera-t-il si un catholique enseignait que les Juifs sont coupables de la mort du Christ? Nous savons bien que de pareils cas risquent de se produire...<sup>1</sup>, demandait ainsi Roman Graczyk, en 1999, dans Gazeta Wyborcza. Ce titre-phare de l'intelligentsia laïque est devenu rapidement la cible privilégiée du "djihad catholique". Surtout après la publication en 1992 par le Prix Nobel de Littérature Czesław Miłosz, d'un article-manifeste dans lequel l'auteur s'interrogeait sur le danger de l'idéologisation du pays. Intitulé "L'État culturel", ce texte mettait en alerte les uns et drangeait beaucoup les autres. Il a valu en tout cas une avalanche d'insultes au Nobel polonais.

Qualifiées de "bâtisses monstrueuses" les idées politiques et les préférences spirituelles de Miłosz ne sont ainsi, aux yeux des rédacteurs du journal national-catholique *Slowo Polskie*, qu'un effet secondaire de l'imitation des penseurs occidentaux<sup>2</sup> et prouvent son "impuissance intellectuelle et sa médiocrité"<sup>2</sup>.

Nous savons que toute guerre commence par le rejet des figures morales et des autorités incontestées. C'est bien ainsi, on le voit, que s'est déclenchée la guerre froide de la religion en Pologne. Cette formule -qui a fait une belle carrière dans la presse- est l'œuvre de Jarosław Gowin, catholique "déclaré" et rédacteur en chef du mensuel *Znak*. A plusieurs reprises, Gowin s'est efforcé d'analyser ce phénomène en se situant au-delà des préjugés et des a priori. Selon lui, chaque camp a contribué à envenimer la situation, alimentant par là même une spirale de la peur, de l'hostilité et du mépris<sup>3</sup>.

L'Église, trop souvent, a prêté le dos aux accusations en adoptant un ton triomphaliste<sup>3</sup>, en niant les sentiments religieux des minorités<sup>3</sup> ou en faisant preuve d'un manque de respect pour les procédures et les normes démocratiques<sup>3</sup> tandis que les intellectuels tombaient, pour leur part, dans une critique souvent injuste et arrogante<sup>3</sup> de l'institution cléricale. Le rédacteur rappelle notamment que la hiérarchie catholique a été taxée d'intégrisme, lorsque qu'elle eut le malheur de réclamer des garanties institutionnelles pour la présence de la religion dans la vie publique.

## Vertus traditionnelles

Jarosław Gowin garde néanmoins un peu espoir. L'Église, selon lui, pourrait compter sur l'appui des intellectuels si elle s'abstenait de toute prise de position dans la sphère politique et cantonnait ses interventions dans le domaine - plus vague - de la morale et de l'éthique. Reste

que cette position peut sembler quelque peu optimiste. En effet, lorsque l'Église se contente de jouer son rôle d'autorité morale, il se trouve toujours des intellectuels pour lui reprocher l'anachronisme de ses positions. Il est pourtant naturel que l'Église défende les vertus traditionnelles de la famille, du patriotisme et de la chasteté plutôt que celles de l'union libre, du cosmopolitisme ou du libertinage.

Pourtant, selon Gowin, c'est la société toute entière, et non seulement les Églises, qui doit assumer la responsabilité de ce gel des rapports avec l'Église. L'opinion publique habituée, depuis l'époque de la République populaire, à voir l'espace du spirituel se réduire progressivement jusqu'à la marginalisation, refuse aujourd'hui d'accepter son expansion. La société soviétique considère ainsi la vie privée comme le seul domaine véritablement apte à accueillir ce qui relève de la métaphysique.

### Contester la liberté du patinage

La transition n'est pas simple, de l'ancienne société soviétique à la jeune démocratie. La démocratie, en effet, relève de l'art du patinage. L'état libéral, modèle des nouvelles Églises en place, doit seulement veiller à ce que les différents utilisateurs de la patinoire ne se cassent pas la figure, au propre comme au figuré. Les règles du jeu sont à la fois simples et difficiles à appliquer. Simples, parce qu'elles consistent à être respectueux d'autrui, à ne pas faire de croche-pied, à ne pas se frayer un passage par la force. Difficiles, parce qu'on n'a pas le droit d'imposer sa façon de patiner aux autres, même si on est un grand champion. L'Église a manifestement du mal à accepter ces règles. Elle n'aime pas voir les gens patiner dans tous les sens, parfois sans but particulier, juste pour le plaisir.

Le patinage libéral rend l'Église méfiante au point de contester le principe de la liberté du patinage comme ultime objectif de tout état de droit. C'est ce qu'exprime, en des termes plus choisis, cet extrait de la lettre pastorale adressée par les évêques aux fidèles polonais: « Nous nous débattons tous dans ces fers que le monde entier nomme Liberté et qui annoncent l'avènement d'une nouvelle ère. Une ère sans obligations et sans interdits. Une ère qui verra le sentiment de la culpabilité disparaître, dans laquelle le bien et le mal ne seront plus que des notions creuses, dépourvues de sens et relatives<sup>4</sup>. » L'Église se montre bien prompte à condamner l'homme moderne en considérant a priori que, disposant de sa liberté, il choisira le mal, le péché, la facilité. Étrange position. Qu'a fait l'Église, avec cette extraordinaire chance offerte par la liberté de choisir le bien? Comment est-il possible d'oublier si vite les limites et les dérives de la conscience capturée par une pensée unique, centralement planifiée?

### Une croix dans la salle du Parlement ?

Il est de première importance que l'Église, et plus particulièrement, l'Église polonaise, sache saisir le passage historique qui vient de s'opérer du communisme au pluralisme. Un pluralisme qui est encore trop souvent perçu comme une menace par le clergé. Certes, la nouvelle situation abonde en phénomènes inquiétants pour la communauté catholique. L'émigration d'une culture de masse marquée par une violence insidieuse, la sacralisation de la consommation comme une fin en soi, la cohabitation du nihilisme d'un côté et de l'hérésie de l'autre renvoient l'éthique chrétienne à l'arrière-plan de la vie publique.

Mais les batailles acharnées pour la présence de la croix dans la salle du Parlement polonais ou l'inscription dans la Constitution de la référence à Dieu, aideront-elles le christianisme à mieux s'incruster dans la réalité du monde contemporain? Ne produiront-elles pas l'effet contraire à celui souhaité? L'hostilité idéologique à l'égard de l'Église et, plus largement, de la religion ne ferait alors que se radicaliser. Ce risque n'est pas irréaliste. Si l'on se réfère au sondage publié cet été par l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, 63% de Polonais estiment en effet trop forte la participation de l'Église à la gestion de la cité.

### Ouverture de la haute hiérarchie catholique

Toutefois, la guerre froide de la religion dans la Pologne post-communiste doit être relativisée. Elle est finalement qu'un épiphénomène dans l'histoire de l'Église en Europe. Une histoire jalonnée par des conflits récurrents avec le pouvoir séculier, qu'il soit d'essence monarchique, autoritaire, ou démocratique, et des confrontations, souvent violentes, avec les idées formatrices. A cette logique de la confrontation doit se substituer une logique de dialogue. Ce défi n'est pas insurmontable à la condition que les médias, qui se placent au cœur même de cette guerre, veuillent bien favoriser les gens de dialogue, lesquels existent, et ce dans les deux camps.

Des évêques comme Tadeusz Pieronek, élu en 1992 au poste de secrétaire de l'épiscopat polonais, ont aussi à faire avancer les mentalités. Il ne faut pas sous-estimer leur influence sur le lent processus d'ouverture de la haute hiérarchie cléricale aux idées modernistes. L'évêque Pieronek a su calmer les appréhensions de l'Église après la victoire des ex-communistes aux élections législatives de 1993, puis après la victoire d'Aleksander Kwasniewski aux élections présidentielles de 1995. Il est parvenu également à nuancer le ton alarmiste des allocutions des catholiques fervents lors du débat constitutionnel. Enfin, il a coopéré volontiers avec les médias en multipliant les interviews dans la presse laïque, qu'elle soit favorable ou non à l'Église.

Son discours publié à la fin de 1992 par l'hebdomadaire *Wprost* a marqué une étape décisive dans l'évolution des rapports entre l'Église et les médias. Le rôle de l'archevêque Henryk Muszynski doit aussi être souligné. Sous son autorité, la fragile conciliation avec la communauté juive s'est petit à petit affirmée, la tendance pro-européenne n'a cessé de monter, et l'extrémisme de reculer. Malheureusement, ces personnalités restent trop minoritaires pour réchauffer le climat général dans les rangs cléricaux. Et les médias le sentent bien.

### Précarité de la démocratie

Les gens proches de l'Église s'indignent souvent des simplifications opérées par la presse

polonaise. Celle-ci chercherait, selon eux, à diviser artificiellement les catholiques en deux factions rivales, celle des catholiques «ouverts» et celle des catholiques «figés». Mais comment interpréter autrement le fossé entre les déclarations «progressistes» de quelques éminences et les réactions quasi hystériques des catholiques «désen basés», si ce n'est pas par une sorte de «schisme» au sein de l'Église polonaise? Il est vrai que le prêtre et professeur d'université Jozef Kurowski, déclarait: «nous ne voulons pas de privilèges, nous voulons simplement des garanties pour notre liberté».

Il n'est pas moins vrai que le Tribunal constitutionnel, sous la pression évidente de l'Épiscopat, a accordé des privilèges aux catholiques. Notamment dans le domaine de la liberté d'expression. Ainsi le curieux article 18 de la nouvelle loi polonaise sur l'audiovisuel, adoptée en 1993, interdit la diffusion de contenus susceptibles de heurter les sentiments religieux des auditeurs et «surtout», ceux des chrétiens. En considérant que cet article était conforme à la constitution polonaise, les juges ont fait preuve d'une souplesse étonnante. Surtout, par cette décision, ils ont souligné la praxéologie de la démocratie polonaise qui n'aurait pas pu supporter un conflit ouvert entre des institutions aussi importantes que l'Épiscopat et la Cour constitutionnelle.

### **Propagande antisémite**

Cette loi, souvent manipulée, est une véritable aubaine pour les intégristes qui n'hésitent pas à l'exploiter. Le directeur de Radio Maryja, le très charismatique et médiatisé abbé Tadeusz Rydzyk, ouvre ainsi son antenne aux politiciens des partis extrémistes comme la Ligue des Familles Polonaises (LPR), diabolise l'Union européenne, tout en diffusant une propagande antisémite et xénophobe à travers le pays. Tadeusz Rydzyk est actuellement sous la menace d'un procès. Il ne s'agit pas toutefois de sanctionner ses propos racistes mais d'examiner les accusations de détournements de fonds et de malversations pesant sur sa personne. Les quelque huit millions (sic!) d'auditeurs de Radio Maryja, regroupés en comités dits des «familles» se mobilisent et font pression pour que le procès dure judiciaire soit suspendue. L'abbé les encourage. L'émotion est à son comble. Les médias se réjouissent d'un tel scandale. Un hiver particulièrement chaud s'annonce.

Reste maintenant à savoir, si le temps de cette «guerre froide» ne laissera pas des marques profondes et durables sur la qualité de la vie publique en Pologne. Un peu comme les doigts qui, une fois gelés, réagissent à la moindre brise.

Par Paulina DALMAYER

- 
- 1 Roman Graczyk, « Polski Kościół, polska demokracja », (L'Église polonaise, la démocratie polonaise ), Éd. Universitas, Cracovie 1999, p. 113
  - 2 Anna Wolf- Poweska « Krzyżowcy szukają drogi », Gazeta Wyborcza 1992.03.14, p. 11
  - 3 Jarosław Gowin, « Zimna wojna religijna », Gazeta Wyborcza, 1995.08.19, p. 9
  - 4 Roman Graczyk, « Polski Kościół, polska demokracja », p. 44

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

**date création**

01/01/2003

**Champs de Meta**

**Auteur-article :** Paulina DALMAYER